



Masculinisme à Magog p. 4

Modèles des garçons du secondaire: militaires, flics et pompiers...



Sexe de rue p. 6

Une autre vision de la prostitution grâce à Richard Boutet.



OMC p. 8

Marco Silvestro, l'envoyé spécial du Couac, raconte l'autre Cancún.

Le Couac

Un drôle d'oiseau

Vol. 7 • n° 01

Octobre 2003

3,50 \$



Identification précise

Actuellement, en remplissant une demande de passeport, il faut signer dans la case en prenant bien soin de ne pas dépasser le cadre. Avec les nouvelles mesures d'identification par ADN, il sera plus difficile de remplir le formulaire car il faudra maintenant éjaculer dans la case en prenant bien soin de ne pas dépasser le cadre.

SOUTENEZ UNE PRESSE LIBRE ET VIVANTE EN APPUYANT LE COUAC! ABONNEZ-VOUS!
www.lecouac.org

Vaccins

Lors de son discours devant l'Assemblée générale de l'ONU, George Bush a promis que les enfants d'Irak seraient vaccinés contre la polio, la tuberculose et la rougeole. Il ne restera plus, maintenant, qu'à les vacciner contre les bombes à fragmentation et les mines anti-personnel.

Les honneurs à la bonne place

Maintenant que la mode est de renommer des endroits publics à la mémoire de Pierre E. Trudeau, pourquoi ne pas renommer le centre de détention Parthenais à la mémoire de ce grand homme? Quoi de plus respectueux pour cet homme qui envoya des centaines de ses contemporains en prison et renia les droits de l'homme qui lui tenaient tant à cœur quand cela servait ses intérêts?

Le seigneur de Sagard

Ou comment Paul Desmarais pend la crémaillère

PAUL DESMARAIS INVESTIT SON ARGENT DANS LE FRIC

OUI, MAIS JE LE REDISTRIBUE AUX RICHES!



LES JOURNALISTES EXULTENT. George Bush père, Bill Clinton, Jean Chrétien, Lucien Bouchard, Sarah Ferguson, Martin Cauchon, Paul Martin et Juan Carlos sont invités au domaine de Paul Desmarais de Sagard, dans Charlevoix. L'accès est interdit aux journalistes; alors on se rend voir les autochtones: maires et hommes d'affaires relatant les bienfaits de la présence de Paul Desmarais dans la région. Vraiment indigeste. Bien sûr, pas d'enquête de Michel Morin ou d'autres journalistes de Radio-Canada sur les dessous de cette propriété. Il ne faut pas déranger Paul Desmarais, le maître de Power Corporation, si l'on veut garder son emploi. Mais, question: combien peut bien coûter un domaine de 21 000 acres? Très cher, sans doute. Pourtant...

L'histoire est simple et on peut en trouver le détail dans les archives publiques et les journaux:

• La Canada Steamship Lines achète le domaine de Sagard, le 8 janvier 1974 en l'échange de « considérations ».

• La Canada Steamship Lines cède à son tour la propriété à Power Corporation le 10 novembre 1976 au coût de 1 \$.
— évidemment la CSL appartient alors à Power Corporation depuis 1966 et son président est Paul Martin (un invité!) depuis 1974.

• Puis, le 18 juillet 1988, Power Corporation en cède la propriété à Paul Desmarais au coût, encore une fois, de 1 \$.

• Mais, en 1990, Paul Desmarais vend à son tour la propriété à une obscure société, Polprim Inc., cette fois au coût de 1 028 000 \$. Les membres du conseil d'administration ne sont nuls autres que Paul Desmarais (président), André Desmarais (trésorier), Paul Desmarais Jr (secrétaire) et Jacqueline Desmarais (administratrice).

En somme, un territoire de 21 000 acres qui n'aura rien coûté.

Les habitants de Montréal se plaignent de la hausse des taxes municipales avec le nouveau rôle d'évaluation. Faites comme Paul Desmarais: achetez pour un 1 \$ un domaine de 21 000 acres érigé sur un territoire non-organisé (TNO), exempt de toutes les taxes municipales. En 1998, avant les « rénovations », la valeur de la propriété était estimée à 7 746 000\$. Aujourd'hui on parle de près de 40 millions de dollars. Des revenus de taxes non-perçus et que la MRC de Charlevoix-Est ne cherche même pas à percevoir qui seraient bienvenues au petit village limitrophe de Saint-Siméon où le taux de chômage en période hivernale atteint 40%. Bravo pour l'égalité et l'équité! Et le maire de Saint-Siméon est tout heureux de la situation!

Autre élément intéressant, l'aéroport de Saint-Irénée communément appelé « aéroport Paul Desmarais ». Alors qu'un aéroport comme celui de Saint-Hubert a toutes les difficultés du monde à obtenir des fonds, le petit aéroport de rien du tout de Saint-Irénée obtient des subventions du gouvernement fédéral, du ministre Martin Cauchon (un invité!), alors ministre du Développement régional, afin de se revamper au coût de 5 millions de dollars. Il faut bien un aéroport pour les invités! Bien sûr, la fille de Jean Chrétien (un invité!) est mariée au fils de Paul Desmarais. Il n'y a évidemment aucun rapport entre les deux éléments. De plus, notons que des avions gouvernementaux ont été réquisitionnés pour la circonstance afin de transporter les invités de Paul Desmarais et, il va de soi, aux frais des contribuables.

À tous ces gens, je dirais les mots de Sylvain Lelièvre:

« Votre intérêt n'est pas le nôtre.

Et sachez bien que nous savons »

CHRISTIAN HARVEY

Dehors le bien commun!

L'ACTION POLITIQUE, en principe, doit viser le bien commun. Or on constate avec le plus grand désarroi — mais peut-être sans surprise — que le gouvernement Charest, rejetant l'héritage des Georges-Émile Lapalme et Jean Lesage, se soumet au règne non pas des idées, mais d'une idéologie, le capitalisme aveugle qui substitue l'argent-roi au bien commun. Or l'idéologie est faite d'idées congelées. Qui la croque sans réfléchir risque de s'y casser les dents.

Prenons la question des garderies, dont on ne comprend pas toujours la très grande importance, soulignée dans l'éditorial du *Devoir* du 11 septembre, signé José Boileau et intitulé « Tout se joue avant six ans ». En effet, l'étude menée au Québec par le professeur Richard-E. Tremblay confirme ce que des études menées ailleurs nous avaient déjà appris, c'est-à-dire que les premières années de la vie, y compris celles des garderies, sont déterminantes dans le développement de l'enfant. Autrement dit, la garderie fait plus que l'école pour former le caractère de l'enfant. Le bien commun exige d'excellentes garderies.

Selon l'idéologie du Parti libéral, il faut favoriser le secteur privé plutôt que le secteur public. Au mépris de l'étude Tremblay, qui accorde une meilleure cote aux Centres de la petite enfance (CPE), un réseau public, qu'aux garderies privées, le gouvernement Charest réserve au secteur privé les 12 000 places qu'il reste à établir pour compléter le réseau.



Dans leur lutte contre les syndicats, les entreprises ont souvent recours à un truc grossier pour se libérer des contraintes quant aux salaires et aux conditions de travail. Elles décrètent que leurs employés sont désormais des « travailleurs autonomes ». Le mot « autonome » est flatteur, mais son sens réel est « non protégé ». Selon le projet de loi présenté par le gouvernement, les éducatrices des garderies sont des travailleuses non protégées. Voilà une piètre garantie de compétence.

Charest gouverne comme Dumont aurait gouverné, mais sans l'excuse de la jeunesse.

PIERRE DE BELLEFEUILLE

Un justicier est né

Le ministre de la Justice, Marc Bellemare, se sent certainement investi d'une mission peu banale: mettre de l'ordre une fois pour toutes en ce bas monde. Parmi les mesures qu'il défend pour mener à bien son grand projet, notons: abolir le régime du *no fault* (indemnisation par la SAAO, sans égard à la faute) pour tout conducteur qui, en état d'ébriété, a causé un accident « grave ». Quand le ministre et avocat Bellemare a appris qu'au ministère des Transports, on envisageait d'abolir le *no fault* pour les récidivistes seulement, et non pour tout conducteur fautif, il a renchéri, se justifiant en ces termes: « Pour la victime, que ce soit la première fois ou la centaine [sic] fois que tu conduis « paqueté », ça ne change pas grand-chose » (*Le Devoir*, 20 août 2003, p. A1). Et vlan!

Avec une pareille logique, on condamnerait à la même peine le coupable d'un homicide involontaire et l'auteur d'un meurtre au premier degré, considérant que, dans tous les cas, la victime a subi le même sort. Autrement dit, la peine serait déterminée en fonction du sort de la victime plutôt qu'en fonction de la nature du crime. C'est l'ensemble de notre philosophie judiciaire qui s'en trouverait disloqué. Bien que de telles paroles puissent sembler banales a priori, elles sont pour le moins curieuses, venant de la bouche d'un ministre, dont on attend des propos sensés et réfléchis.

MICHELLE LOSLIER



COUAC' en dise notre gouvernement...

La société civile s'exprime !

L'ASSOCIATION POUR LA SOLIDARITÉ SYNDICALE ÉTUDIANTE (ASSÉ) est une association étudiante (post-secondaire) qui se distingue des autres. Depuis ses tout débuts, elle étudie la question de l'éducation sous le joug de la gouvernance néolibérale. C'est ainsi qu'elle a développé, en deux ans et demi, un discours particulièrement critique quant à la marchandisation croissante de l'éducation au Québec.

Considérant l'éducation comme un droit et non un privilège, les membres de l'ASSÉ sont d'une race en voie d'extinction. Ils prônent vaillamment une éducation publique gratuite, laïque, de qualité, accessible, non-discriminatoire et libre de toute ingérence de l'entreprise privée, y compris la sous-traitance. Ils récusent la marchandisation qui entérine la prédominance du profit sur le bien-être de la population.

L'ASSÉ est donc fermement déterminée à agir cet automne devant la multiplication des attaques contre le droit à l'éducation. Alors que certaines Fédérations étudiantes attendent une réponse favorable de la part du gou-

vernement suite à leur requête, l'ASSÉ se mobilise depuis la rentrée avec la possibilité d'une grève illimitée votée au début octobre. « L'actuelle accélération de la hausse des frais au CÉGEP et à l'université, malgré le mythe persistant de la gratuité scolaire au niveau collégial et du gel des frais de scolarité à l'université », exige une réaction immédiate, selon eux.

Cette année, l'enveloppe budgétaire allouée aux CÉGEPs ne comble pas leurs coûts de fonctionnement, alors que la situation est déjà précaire, suite aux nombreuses coupures qui ont eu lieu ces dernières années dans l'optique du déficit zéro. Le manque à gagner devra donc être comblé par une hausse des frais afférents. « Ce n'est pas tant le montant de cette hausse qui est déplorable comme l'atteinte aux droits à une éducation gratuite », explique François Baillargeon, secrétaire à la coordination, en entrevue au Couac. « L'orientation libérale du nouveau gouvernement et sa volonté de réduire les impôts, nous font craindre que cette brèche soit appelée à s'élargir éventuellement », poursuit-il. Et combien de groupes sociaux en subiront



à leur tour les contre-coups? L'ASSÉ invite la société civile à se joindre à sa lutte. Après la guerre préventive, pourquoi pas la manifestation préventive?

Nos universités sont tout aussi menacées. Aussitôt au pouvoir, les libéraux ont convoqué une commission parlementaire sur le financement des universités et la hausse des frais de scolarité. Rappelons que Jean Charest avait promis de ne pas toucher aux droits de scolarité (gelés depuis 1994) pendant son mandat. Assisterions-nous à l'envie irrésistible de se délier une fois de plus d'une promesse électorale? D'autant que le réinvestissement, promis aux universités suite au Sommet de Québec et de la Jeunesse, s'est transformé en contrats de perfor-

mances qui obligent la rationalisation (augmentation du ratio élèves/professeur dans les cours, coupures dans les programmes) et un réinvestissement ciblé favorisant la recherche commercialisée par la suite. Ces fameux contrats sont devenus un nouvel outil pour assujettir l'éducation universitaire aux lois du marché à cause de l'importance accordée aux besoins des entreprises (sélection des programmes), de la possibilité de financement extérieur (recherche) et de la volonté d'améliorer le rendement (taux de diplômés...). Comme dirait Yves Séguin, demandez-vous donc ce que vous pouvez faire sans l'État plutôt qu'avec...

De plus, ces contrats enlèvent du pouvoir aux étudiants du fait que les priorités sont fixées par le ministère. L'ASSÉ ne se contente donc pas de revendiquer de l'argent pour un enseignement de qualité, mais exige que celui-ci soit investi judicieusement et sans condition.

Par ailleurs, l'ASSÉ ne se satisfera pas d'un réinvestissement en éducation financé par des coupures dans d'autres programmes sociaux ni par l'investissement privé. Au contraire, elle inscrit sa lutte dans une perspective de résistance générale en solidarité avec tous les mouvements sociaux.

ANDRÉE DESHARNAIS

COURRIER DES LECTEURS

Citoyen à la carte

Monsieur Denis Coderre, ministre de l'immigration

Monsieur le ministre,

Concernant votre lumineuse idée d'une carte d'identité biométrique pour tous les citoyens de ce presque plus meilleur pays, laissez donc hurler les quelques gauchistes pseudos démocrates qui protestent.

Vous avez, j'en suis convaincu, 95 % de la population qui vous accote aveuglément à cent pour cent.

Pour vous en convaincre, postez-vous à dix heures du matin devant un Costco. Vous serez édifié de voir ce troupeau de moutons, carte de membre avec photo en main, attendant sagement l'ouverture de ce club select de la super consommation. Passé le guichet, où le consommateur doit présenter sa photo, c'est une impression de liberté; on choisit ce que l'on veut: un emballage de dix kilos de saucisses, un autre de cinq pains, un sac de vingt kilos de carottes.

À la caisse, c'est avec le sourire que les clients représentent fièrement leur carte de membre avec photo.

Attention, madame, si c'est la photo de votre mari, vous serez refusée. Il faut que le maître (ou votre toutou) vous accompagne.

En sortant, c'est la fouille, facture en main. Ouf, c'est fini! vous ressentez un sentiment de fierté d'avoir passé avec succès les trois étapes: l'entrée, la caisse et la sortie. Coupable en rien, vous vous sentez innocent (et vous l'êtes...).

Comme c'est bon et rassurant de se sentir ainsi encadré! Être un client modèle, c'est comme se

sentir un bon citoyen, un citoyen au-dessus de tout soupçon. Costco est, soyez-en sûr, fier de vous, comme vous l'êtes de vous-même et comme vous l'êtes d'être un bon Canadien. [...]

Permettez-moi, monsieur le ministre, l'ajout de quelques suggestions. Primo, faire payer pour le privilège de posséder la dite carte (c'est un des trucs psychologiques de Costco, génial!). Secondo, inscription de la famille politique: séparatiste ou fédéraliste (cela évitera à la GRC le vol des listes des membres du PQ). Tertio, à propos de la biométrie, faire prendre les lignes de la main afin de lire l'avenir du citoyen; la tâche de la GRC en sera ainsi allégée.

Un citoyen fier de son fier ministre.

F. Bernard Beauchemin

Pepsi et le terroir

Lorsque j'étais tout jeune dans les années '60 à Montréal, les francophones se faisaient traiter de « Pepsi » par les anglophones. La raison en était bien simple: la petite bouteille de Pepsi était plus grande et contenait plus que la petite bouteille de Coke. Pour le même prix, à goût à peu près semblable, les francophones optaient pour le Pepsi.

L'an dernier, la SRC nous présentait un reportage sur le bio dans lequel on apprenait que le dernier arrêt des trains de fruits et légumes en provenance de partout en Amérique du nord est Montréal. Un marchand faisait le constat suivant: les Québécois sont prêts à payer 50 000\$ pour une automobile, ils paient sans problème 0,75\$ le litre pour l'essence, mais ils ne sont pas prêts à payer 3\$ pour une tomate bio. [...]

La mentalité du Québécois moyen par rapport à son alimentation n'a pas évolué au cours des quarante dernières années.

Il aime payer peu pour ses carottes, ses tomates et ses côtelettes de porc. Tout compte fait, il est heureux ainsi. Mais il fait mal ses comptes car le 5 livres de carottes à 0,50\$ ou la côtelette à 8\$ le kilo sont subventionnés de 50% à 75% par ses taxes et ses impôts. Et ces aliments sont produits à l'aide d'engrais chimiques, d'hormones de croissance, d'herbicides, d'antibiotiques, de fongicides, de pesticides et on en passe. Le tout avec de la grosse machinerie agricole et peu d'humains.

Alors que la tomate bio ne reçoit rien ou presque en subside de l'État et demande beaucoup de main-d'œuvre. Le Québécois moyen subventionne donc la moindre qualité au coût environnemental le plus élevé. Le Québécois moyen s'appauvrit ainsi. Pour mieux manger, vivre dans un environnement plus sain et s'enrichir collectivement, le Québécois moyen devrait changer sa mentalité. Au lieu « d'engraisser » les compagnies de produits chimiques et de machinerie agricole coûteuse, il devrait encourager le petit paysan en consommant un produit du terroir tout en prenant conscience que le prix de sa carotte bio est le prix réel et non artificiel, subventionné.

Il ferait ainsi travailler beaucoup de gens dans des campagnes vivantes et dynamiques. Les sols, l'air et l'eau de son pays seraient moins pollués.

Guy Boissé

Écrivez-nous!

Le Couac publie les courts commentaires de ses lecteurs. Le courrier électronique demeure la meilleure façon (texte@lecouac.org) Sinon une disquette par courrier postal: Le Couac, CP. 129 Succ. de Lorimier, Montréal (Québec) H2H 2N6. Télécopieur: (514) 521-5599.

PLOGUES



Bientôt près de chez vous!

Le Comité Mont-Royal, Avenue verte invite les citoyens à participer nombreux aux soirées du Plateau organisées par la Ville de Montréal et consacrées à la révision du plan d'urbanisme, les 29, 30 septembre, 1^{er}, 2 et 5 octobre. Info: (514) 872-9939.

Pour se financer, le comité passe le chapeau et vend des T-shirts avec le slogan « Mont-Royal Avenue Verte ». On se le procure, entre autres, au Café Toast-Thé (2129 Mont-Royal Est).



À bâbord!

À gauche toutes!

La revue Espace Possible est devenue À bâbord! et s'est donné comme engagement central « l'intervention sociale et politique ». Pour le premier numéro, un dossier sur la réingénierie de Charest, une entrevue exclusive avec Zebda et un texte du copain Normand Baillargeon sur la notion de compétence en éducation. 3,50\$ dans tous les bons kiosques à journaux

SUPPORTEZ LA PRESSE INDÉPENDANTE! ABONNEZ-VOUS!

La presse indépendante est sur les dents! Elle a décidé de s'unir pour mieux résister à l'hégémonie de la presse commerciale. N'attendez pas que les poules aient des dents et abonnez-vous à un second, voire à un troisième journal indépendant! Ils ont tous une dent contre la bêtise et se complètent si bien...

Le Mouton NOIR est un journal d'opinion et d'information, plus mordant que le loup...

<input type="checkbox"/> Individus:	20 \$	ou soutien	_____ \$
<input type="checkbox"/> Organismes sans but lucratif:	25 \$	ou soutien	_____ \$
<input type="checkbox"/> Entreprises/institutions:	40 \$	ou soutien	_____ \$
<input type="checkbox"/> Abonnement cadeau:	40 \$	ou soutien	_____ \$
Groupe d'âge:	<input type="checkbox"/> 19 à 25 ans	<input type="checkbox"/> 26 à 35 ans	<input type="checkbox"/> 36 à 49 ans
	<input type="checkbox"/> 50 à 64 ans	<input type="checkbox"/> 65 ans et +	

Nom _____
 Adresse _____
 Code postal _____ Téléphone _____
 Courriel _____

Faites votre chèque à l'ordre des
Éditions du Berger Blanc
 C.P. 113 Rimouski (Québec)
 G5L 7B7

POUR S'ABONNER

Par téléphone: (514) 521-5499

Par la poste: **Le Couac**

CP. 129 Succ. de Lorimier, MONTRÉAL (Québec) H2H 2N6

Adressez votre chèque à: **Le Couac.**



- Abonnement d'un an: 30,42\$ + taxes = **35,00\$**
- Abonnement de deux ans: 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement institutionnel et de soutien: 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution): 225,98\$ + taxes = **260,00\$**
- Abonnement d'un an à l'étranger: 43,46\$ + taxes = **50,00\$**

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Courriel _____

Le Couac

c.p. 129 succ. de Lorimier, Montréal, Québec, H2H 2N6
Téléphone: (514) 521-5499
Télécopieur: (514) 521-5599

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau
Rédacteurs en chef: Bruno Dubuc, David Ledoyen

Collaborateurs: Normand Baillargeon, Pierre de Bellefeuille, Jacques Bouchard, Claude G. Charron, Jean-René David, Thomas Déri, Andrée Desharnais, Francis Dupuis-Déri, Bruno Dubuc, René O. Girard, Clôde de Guise, Christian Harvey, David Ledoyen, Michelle Loslier, Halim Mahmoudi, Jean-Philippe Pleau, Michel Rioux, Marco Silvestro, Simon Tremblay-Pepin, Pierre Vadeboncoeur, Ramon Vitesse, Zapartistes.

Illustrations: Simon Banville, Bobidoche, Boris, Charb, Luc Giard, Honoré, Kérozen, Luz, Serge Ferrand, Sniper, Richard Suicide, Ramon Vitesse.

Graphisme: France Mercier

Nous remercions chaleureusement *Charlie Hebdo* et *Le Rire* (France) et *Le Journal du Jeudi* (Burkina Faso) pour leur collaboration.

Abonnement et publicité: David Ledoyen au (514) 521-5499
ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369
Imprimé au Québec



Le savoir des rois

LES CYCLISTES connaissent bien cet ingénieux stratagème, qui consiste à pédaler dans la roue de celui qui se trouve en avant, histoire de profiter du vide créé par l'aspiration de la masse d'air qui se produit derrière celui qui est devant et dont profite le cycliste qui suit. Parmi les petits futés qui ont conseillé Jean Charest, il se trouvait à n'en pas douter un spécialiste en génie mécanique. Que Charest ait réussi à traverser la campagne électorale sans être défrisé d'aucune manière, bien à l'abri dans le vide d'air créé par le lièvre Dumont volontairement laissé à l'avant-scène et qui a fini dernier comme le font tous les lièvres, cela relève d'une maîtrise qu'il faut savoir apprécier.

Apprécier... Apprécier quoi, au juste? Les qualités de caméléon du nouveau premier ministre? Ce n'est pas nécessairement flatteur! Attirer à gauche l'attention du citoyen pour mieux agir du côté droit? Il ne faudra pas oublier, au cours des prochains mois, cet oeil indigné du frisé blond de Westmount quand il tapait sur les doigts de Dumont, durant le débat, lui reprochant de vouloir s'en prendre à ces valeureux serveurs de l'État que sont les fonctionnaires! Il l'avait allumé, l'oeil. Il l'avait serrée, la mâchoire. Il les avaient fermés, les poings. Mais en dedans, il était mort de rire à la pensée du grand nombre de crédules qu'il roulait ainsi dans cette farine moulue par les fabricants d'images à sa solde.

C'est ainsi qu'en croyant voter au centre, les Québécois, dont il est bien connu qu'ils n'apprécient pas tellement les extrêmes, ont voté, sans le savoir, plus à droite encore qu'ils s'étaient refusé à le faire en retirant leur confiance au petit gars de Cacouna. Comme manoeuvre de diversion, chapeau! Comme tour de prestidigitacion, c'est du top!

Les bailleurs de fonds du Parti libéral du Québec, qui n'en manquent certes pas, devraient verser une rente à vie au petit Mario.

Le problème, c'est qu'on est aujourd'hui pris avec ce Charest qui n'a pas tardé, une fois le fil d'arrivée atteint, à endosser le maillot du petit, un maillot dont il avait fait semblant de ne pas aimer la couleur tant que la chose pouvait



entuber suffisamment de monde pour lui permettre de se faufiler en tête après que l'autre, qui fendait l'air, en ait pris plein la gueule.

La réingénierie de l'État, comme le proclament les libéraux, c'est un mot utilisé pour faire illusion. C'est un mot qui dissimule. C'est un mot qui cache. C'est un mot qui ment. C'est un mot qui trompe. Et ceux qui l'utilisent sont des imposteurs qui s'exclament après le fait: «On vous l'avait dit qu'on le ferait!»

Or justement, Charest reprochait à Dumont ce qu'il essaie de réaliser: émasculer l'État du Québec de sorte qu'il n'ait désormais pas davantage d'envergure — et autant de prise sur la réalité des choses — qu'un vieux monsieur au bord de la sénilité n'en a sur ses activités de reproduction...

Selon le cardinal de Richelieu, qui s'y connaissait en la matière, «savoir dissimuler est le savoir des rois». Par contre, comme le soutient la sagesse populaire: tout finit par se savoir. Cela va donc finir par se savoir, ce que veut faire Jean Charest. Un roi a été guillotiné pour moins.

MICHEL RIOUX

Recommandations

Le Conseil du patronat recommande l'abolition des garderies à 5 \$ (La Presse 29-8). Le Couac recommande l'abolition du Conseil du patronat.

Uniformes

Le «style» vestimentaire des ados fait jaser. Les filles sont à moitié nues, les garçons ont les culottes à terre et le regard perdu dans la petite culotte de la voisine. Selon une étude conjointe de l'Institut économique de Montréal et de l'Association anti-onanisme du Québec, le taux de surdité juvénile serait en hausse. C'est bien connu, la masturbation rend sourd. Il faut sévir. Les autorités scolaires doivent imposer le port de l'uniforme. Nous suggérons la combinaison unisexite à fermeture éclair, du genre de celles portées par les pilotes automobiles. Comme ça, quand les libéraux de Patapouf Charest privatiseront les écoles, les étudiants pourront y faire coudre les logos des commanditaires qui accepteront de payer une partie de leurs études.

Désolé

Raël est toujours vivant et se porte bien.



Les prisons à 5,00 \$

Marc Bellemare, ministre de la Justice du gouvernement du Québec, qui est dans le trou, vient d'avoir une idée géniale pour renflouer les coffres de l'État: faire payer un loyer aux détenus qui en ont les moyens.

Consultons le guide Bellemare des prisons du Québec. Quelles sont celles qui méritent trois étoiles et celles qui sont à loyer modique?

Le loyer pour une cellule avec une fenêtre avec barreaux donnant sur l'extérieur sera-t-il le même que pour une cellule avec fenêtre sans barreaux donnant sur la cour?

Les voleurs de banque devront-ils payer un loyer plus élevé que les voleurs à l'étalage?

Les condamnés à vie pourront-ils signer un bail emphytéotique?

Le loyer des condamnés à mort sera-t-il indexé au coût de la vie?

Ceux qui ne respecteront pas les clauses du bail seront-ils transférés dans des cellules gratuites ou seront-ils forcés d'être sans domicile fixe?

Si le détenu-locataire trouve qu'il est traité injustement par le propriétaire pourra-t-il s'adresser à la Régie des loyers ou à la cour des petites créances?

Est-ce le locataire ou le propriétaire qui est responsable du chauffage?

Qui paye les taxes foncières et scolaires?

Qui paye l'électricité? Hydro-Québec pourrait aussi aller chercher des revenus supplémentaires...

Le gardien de prison sera-t-il un bon concierge pour collecter les loyers au début du mois?

Un prisonnier-locataire peut-il choisir ses colocs?

Peut-on, en toute justice, mettre dans la même cellule quelqu'un qui paye un loyer et un détenu qui est logé aux frais des contribuables?

Les étudiants-prévenus-condamnés qui bénéficient d'un prêt-bourse pourront-ils bénéficier d'un prêt-bail?

Dans les prisons à plusieurs étages le loyer du «penthouse» sera-t-il plus élevé?

Un détenu qui en a vraiment les moyens peut-il acheter un bloc de cellules, devenir propriétaire et sous-louer?

Un gang peut-il acheter en copropriété?

Pour les cellules vides, à louer, y aura-t-il des visites libres le dimanche?

Les agents d'immeubles pourront-ils devenir agents de prisons?

Afin d'éviter les effets pervers de cette idée et pour ne pas avoir à répondre aux innombrables questions qui se posent je propose un autre système qui sera juste, démocratique et efficace et qui a déjà été essayé: toutes les cellules de toutes les prisons à \$5.00 pour tous.

Ou alors que tous ceux qui n'ont pas de casier judiciaire mais qui sont condamnés à payer un loyer toute leur vie se prononcent par référendum, ou organisons un sondage.

Êtes-vous pour ou contre? Moi je suis pour ceux qui sont contre et contre ceux qui sont pour.

THOMAS DÉRI

Narine royale canadienne

Un des quatre sous-marins canadiens achetés d'occasion à l'Angleterre en 1998 a été contraint de faire surface d'urgence le 19 septembre (Reuters, 22-09).

De l'eau s'est introduite dans un réservoir. Les militaires blâment les compressions du budget de la Défense: «Nous devons maintenant faire affaire avec Subway

pour les pièces détachées. La plupart sont toujours fraîches, mais le pain est trop sec et il ne fait pas un bon mastic pour boucher les voies d'eau.»



Les hauts et les bas du cinéma-vérité

DANS L'ENSEMBLE, Bernard Landry ne s'est pas trop mal tiré du casse-gueule auquel il s'est soumis devant la caméra de Jean-Claude Labrecque. Filmé sans répit durant la campagne électorale du printemps dernier, il a tenu le coup, du moins si l'on en juge par le montage qui a mené au film à hauteur d'homme.

Jean Charest est sorti gagnant de l'affrontement, mais en utilisant comme arme offensive la petite phrase de Jacques Parizeau qui a fait tant de bruit, le soir du référendum de 1995 («L'argent et des votes ethniques»), prétendant à tort que Parizeau venait de la répéter, il a montré à quel point il est colonisé. Donc indigne de diriger le gouvernement du Québec.

Mais à ce moment-là du débat fatal, Bernard Landry n'a pas été à la hauteur. Il s'est rangé parmi les dénonciateurs de la petite phrase de Parizeau. Il n'a pas pris nettement la défense de

son ancien chef. Il n'a pas fustigé la manoeuvre indigne de Charest. En fin de compte, Parizeau n'avait que constaté, et déploré, le sentiment anti-québécois qui règne dans certains groupes de la population québécoise. Certains votes pour le NON à plus de 95% ne laissent guère de doute à ce propos.

Dans l'ensemble, le film ne donne qu'une impression médiocre de l'entourage de Landry. Il ne semble pas s'agir d'une équipe tissée serrée, dont les avis auraient été d'un grand secours. Quant aux journalistes, qui ont dominé les commentaires sur le film, ils se sont comportés normalement, sauf pour quelques loupes aux dents longues qui, à la solde de patrons fédéralistes, font leur habituel job sale.

Deux autres reproches à Bernard Landry. Employer une expression latine (audi alteram partem), tirée du jargon juri-

dique, et surtout la répéter plusieurs fois, donne inutilement une impression de fatuité.

Enfin, l'autre reproche. Au début de la campagne électorale, Landry déclarait qu'il ne tiendrait un référendum sur la souveraineté que s'il avait l'assurance morale de le gagner. En fin de campagne, il a remplacé l'assurance morale par la moindre chance. Ce n'était pas du tout la même chose. Lorsque les journalistes l'ont interrogé là-dessus, il a refusé de reconnaître qu'il y avait eu changement. Ce refus injustifiable mine la confiance.

Malgré tout, ce portrait de Bernard Landry est celui d'un homme déterminé, aimable et estimable. Quant au cinéma-vérité, c'est un genre qu'on n'est pas obligé d'aimer. La partie cinéma l'emporte sur la partie vérité.

PIERRE DE BELLEFEUILLE

Un beau programme

«La bataille de la productivité c'est, en fait, la bataille pour nos emplois et pour notre niveau de vie. Seule une productivité de l'économie québécoise comparable à celle de nos compétiteurs nous permettra de protéger nos marchés et de maintenir, voire d'améliorer, notre niveau de vie» (propos de Jean Charest lus en page 5 du document du PLQ intitulé *Innovier pour mieux prospérer*, publié en mars 2003).

Comme quoi on peut prétendre gouverner sans être original. Si c'est ça le Québec moderne, moi je mets mon drapeau en berne.

LE CITOYEN UNTEL

Séparatisme

L'appendice de Bernard Landry proclame unilatéralement son indépendance. «L'opération a été de courte durée et s'est bien déroulée» émanant du communiqué émanant du bureau du chef de l'opposition (Le Devoir 29-8).





La grande roue

JE ME REPRÉSENTE le monde actuel comme un immense système en mouvement, que tout actionne dans le sens où il tourne inexorablement. Cette mécanique mondiale, ayant pour moteur le capitalisme occidental et avant tout, bien entendu, le capital américain, entraîne l'univers, avec le concours d'une multitude de causes, dans une direction globale à laquelle on semble ne pas pouvoir opposer grand-chose.

La roue tourne et entraîne, par son mouvement presque souverain, toutes sortes de forces, même contraires à celui-ci. L'impérialisme pousse bien sûr dans le sens de ce mouvement, mais ce qui s'y oppose, comme le terrorisme ou comme la résistance opiniâtre de certains gouvernements mal armés, provoque chez les impérialistes américains un surcroît de force offensive, de volonté de domination.

Des peuples sont engagés dans la contestation du néocolonialisme économique, par exemple à l'OMC. Ils opposent leur volonté précaire à l'impérialisme, mais le solde de cette opposition n'est en définitive positif que pour ceux qui ont le haut du pavé et notamment pour les États-Unis.

Cette suprématie est dans les mains d'une foule d'intérêts privés endossés par l'Etat, qui édifient chacun pour soi une puissance collective allant vers un même but, lequel fait l'affaire de tous ces particuliers indépendants sous l'égide surtout d'un gouvernement qui met à leur disposition ses moyens militaires inouïs.

Un nombre incalculable de gens d'affaires et d'entremetteurs de toutes sortes impriment individuellement à cette immense machine un élan général qu'on ne saurait arrêter car il obéit à des initiatives innombrables faisant l'unanimité.

La fatalité du phénomène, c'est là surtout qu'elle se trouve. Cela fonce à toute allure vers des destinées mondiales peut-être désastreuses, comme le pensent maints scientifiques et futurologues.

Les rôles des différents pays devant le phénomène contraignant que je décris se distribuent de diverses façons, mais c'est toujours en fonction de lui. L'Angleterre collabore étroitement. La France, l'Allemagne et la Russie s'efforcent de défendre une politique en partie différente, mais elles sont bon gré mal gré dans le mouvement et non pas au dehors. Elles n'ont jamais rompu avec lui et ne le feront pas.

La Chine se tient assez à l'écart, attendant son heure encore lointaine, se construisant avec lenteur, mais elle est, plus ou moins passivement, dans la dépendance du mouvement global. Le monde arabe et islamique l'est davantage peut-être encore et l'on voit qu'il ne bouge guère, qu'il ne bouge pas, malgré l'Afghanistan, l'Irak, la Palestine. Il donne l'impression d'être frappé de paralysie. En outre, certaines de ses parties pactisent ouvertement avec les USA, comme la Jordanie, quand elles ne sont pas purement et simplement des satellites de ces derniers, comme le Koweït.

On voit tout ce qui est influencé ou conditionné de la sorte dans le monde. La Roue entraîne dans sa rotation mille volontés distinctes, indépendantes, réticentes, voire hostiles: si elles le sont, elle les neutralise à toutes fins pratiques. Les tâches écologiques (« l'humanité survivra-t-elle au XXI^e siècle? ») qui requerraient probablement des moyens aussi importants que ceux des guerres présentes et à venir, sont écartées d'emblée au profit de celles-ci.

L'Afrique, le tiers-monde, sont encore une fois laissés pour compte, comme on l'a vu pour l'agriculture à Cancun, mi-septembre.

Les États-Unis entendent pomper pour eux-mêmes une part exorbitante des ressources du globe, dont l'énergie.

Où tout cela conduira-t-il? De grands pays réfractaires aux ambitions hégémoniques américaines pratiquent pour leur propre compte une hégémonie moindre mais similaire. Ils font à leur manière partie de la Roue. Ils gardent une certaine réserve à l'égard de celle-ci, mais hésitante et équivoque. Il n'en demeure pas moins qu'ils restent dans son orbite.

Le centre de cette gravitation est Washington. Toute la politique s'en trouve profondément influencée. L'ONU par exemple est menacée. On peut même se demander si la puissance d'attraction de la grande Roue ne va pas compromettre sérieusement la construction de l'Europe. Il y a de cela d'éloquents indices récents: la Grande-Bretagne, et à un moindre degré la Pologne, l'Espagne et quelques autres, dans cette histoire de guerre d'Irak. À plus forte raison, que deviendront les politiques nationales? Que devient la cause du tiers-monde? Que devient celle de la paix? La vision occidentale est très étroite.

PIERRE VADEBONCEUR

La guerre contre la pauvreté

ALORS QUE GEORGE BUSH demandait 87 milliards au Congrès américain (discours à la nation du 7 septembre dernier) et qu'en plus il a eu le culot de demander de l'aide des pays qui n'étaient pas d'accord avec son intervention en Irak, 30 % de la population américaine vit sous le seuil de la pauvreté et non pas 11,7% de la population comme tente de nous le faire croire l'administration fédérale américaine.

Selon un sondage réalisé pour le compte du U.S. Census Bureau (septembre 2002) pour l'année 2001, il y aurait 32,9 millions d'Américains vivant sous le seuil de la pauvreté, 1 individu sur 8. Ce qui équivaut à 11,7% de la population totale. Cependant, ces chiffres sont basés sur une mauvaise estimation du gouvernement fédéral. C'est ce que souligne une étude de la Catholic Campaign for Human Development (<http://www.usccb.org/cchd/pover-tyusa>).

Le gouvernement fédéral situe le seuil de pauvreté pour une famille de 4 personnes, deux adultes et deux jeunes enfants à 18,100\$. Un calcul sommaire d'un budget simplifié démontre qu'un tel montant est insuffisant. Pour un logement moyen (4 et demi) épicerie comprise il faudrait, toujours selon le gouvernement fédéral, mettre 9557\$, pour chauffer et sécuriser cette petite famille compter autour de 1944\$, pour le transport 1500\$, pour l'assurance-santé 1347\$, pour les soins à apporter à deux enfants 4200\$, ce qui fait un total de 18548\$, donc un déficit de 448\$. Mais il serait plus raisonnable et plus conforme à la réalité de réviser tous ces chiffres à la hausse, comme l'a fait le *Economic Policy Institute* pour la même année et établir le minimum vital requis pour une famille de 4 personnes à 30,000\$. L'estimation de la pauvreté grimpe du coup à 30% de la population soit environ 75 millions d'individus. Ce n'est plus 1 individu sur 8 mais 1 sur 4.

Mais W se fait rassurant, compatissant et lénifiant: « cost of freedom and cost of peace cannot be measured, and it is important that we put adequate resources to this task. » (extrait du discours à la nation du 7 septembre). La guerre profite aux riches, aux amis du pouvoir, aux multinationales, à l'usine de guerre. La vraie question que nous devrions nous poser n'est-elle pas comment un État terroriste peut-il arrêter de faire la guerre aux terroristes?

Selon un sondage récent publié dans le Washington Post et souligné dans *La Presse* du 7 septembre dernier (article de Richard Héту à la une), 69% des Américains croient qu'il existe un lien « au moins possible » entre Saddam Hussein et les attentats du 11 septembre 2001. Cela indique que la propagande marche bien. Imaginons 75 millions d'individus vivant dans une extrême pauvreté et croyant que leur sort est dû au terrorisme étranger, qu'il faut sacrifier leurs vies pour un temps avant la victoire finale contre le terrorisme. Bush l'a dit, ça va être long. Il vise un deuxième mandat. Mais quand il aura passé le relais, la pauvreté aura augmenté aux États-Unis et le terrorisme continuera de plus belle, le terrorisme de la propagande s'entend.

RENÉ O. GIRARD

Marionnettes

POWER CORP. compte parmi les gros actionnaires de la polluante pétrolière Total Fina Elf, accusée de crime contre l'humanité en Birmanie, de crimes de guerre au Congo et de corruption un peu partout dans le monde. En consultant le site ouebbe de Total, on lit que « l'Honorable (sic) Paul Desmarais est administrateur » de la pétrolière. L'Honorable? N'est-ce pas là un titre que l'on réserve habituellement aux ministres et aux chefs d'États?

Lorsqu'on constate les liens financiers et familiaux qui unissent l'Honorable Paul Desmarais aux membres les plus influents du gouvernement du Canada, devrions-nous conclure que ce titre usurpé confirme qu'il tire en coulisses les ficelles du conseil des ministres comme il tire celles de Total?



Rumeurs et désinformation

LE 6 SEPTEMBRE DERNIER, Louis-Bernard Robitaille, correspondant de *La Presse* à Paris, écrivait dans un bel élan d'américanophilie primaire: « Sauf erreur, la France demeure en Europe occidentale le pays où l'antiaméricanisme a le plus de poids. [...] *Le Monde diplomatique* tient le haut du pavé avec ses

Irak, au Yémen, en Afrique, en Amérique du Sud, et partout où le Pentagone et la CIA veulent fourrer leur nez. Et ces messieurs ne s'en cachent pas, au contraire.

S'il y a tant de rumeurs autour des attentats du 11 septembre, c'est avant tout parce que [...] l'enquête est toujours au point zéro.

fatwas et autres excommunications, [...] Et, lors du premier anniversaire du 11 septembre, c'est encore en France qu'un hurluberlu répondant au nom de Thierry Meyssan a vendu 200 000 exemplaires d'un « essai » expliquant que... les attaques contre le World Trade Center et le Pentagone n'avaient pas eu lieu. » Voilà beaucoup de désinformation dans une seule phrase.

Par ailleurs, au moins sept des coupables désignés par le FBI ont alerté les médias (ABC News, BBC, *The Guardian*, *The Telegraph*, *The Independent*, etc.) pour crier à la face du monde leur innocence et pour prouver qu'ils étaient encore vivants. Les terroristes auraient volé leurs passeports ou leurs identités selon le FBI. Mais alors pourquoi leurs noms et leurs photos sont-ils toujours sur la liste des coupables du même FBI et dans les archives Internet des médias du monde entier? Énigme policière et médiatique!

S'il y a tant de rumeurs autour des attentats du 11 septembre, c'est avant tout parce que, 2 ans après la catastrophe, l'enquête est toujours au point zéro. Après s'être opposé pendant un an à la création d'une commission d'enquête indépendante, sous prétexte que certaines révélations pourraient compromettre la sécurité nationale, l'administration Bush a fini par céder aux pressions des familles des victimes et de l'opposition politique, pour créer une commission dirigée par Henry Kissinger. Ce dernier a dû démissionner aussitôt nommé pour conflits d'intérêt. Depuis qu'il a laissé la politique active, Henry met du beurre sur son pain en jouant au « consultant », à la fois, pour les compagnies pétrolières qui s'activent à voler le pétrole irakien et les monarchies pétrolières du Golfe qui financent le terrorisme. Depuis, un autre commissaire a été

nommé et l'administration Bush a tout fait pour intimider les témoins et les enquêteurs, en plus d'interdire à ces derniers l'accès à certains documents officiels primordiaux. La rumeur veut que les Bushistes aient des choses condamnables à cacher.

Au départ, le budget de la commission d'enquête chargée de faire la lumière sur les attentats qui ont changé le cours de l'histoire mondiale, était de 3 millions de dollars américains, pour tenir des audiences sur une période de 16 mois. La Maison Blanche a dû récemment hausser ce montant dérisoire à 14 millions, suite aux protestations des commissaires et des familles des victimes. À titre comparatif, l'enquête sur l'affaire Lewinsky, le Zippergate, a coûté 80 \$ millions. En février dernier, 90 minutes après l'explosion de la navette Columbia, le NASA's Columbia Accident Investigation Board était créé et un budget de 50 millions lui était immédiatement alloué. Rappelons aussi au passage que le budget de la Défense dépasse les 400 milliards \$ par année soit 1.095 milliard par jour, ou 45.7 millions à l'heure, ou encore 760 000 \$ à la minute. Donc, les 14 millions de dollars consacrés à l'enquête de 16 mois qui devrait faire taire définitivement les rumeurs sur les attentats terroristes qui ont « changé le cours de l'humanité » sont à peu près l'équivalent du montant dépensé en 18 minutes et 40 secondes pour faire la guerre. Et c'est pas fini, Bush vient de demander une rallonge de 87 milliards \$ au Congrès.

Si Thierry Meyssan fabule, Louis-Bernard Robitaille lit tout de travers. La rumeur court qu'il picolerait trop dans les cocktails de l'ambassade américaine à Paris.

JACQUES BOUCHARD



Camelots

Le Couac se cherche des camelots. Vendez le journal quelques heures par jour (à l'heure de pointe) aux stations de métro Berri, Mont-Royal, Guy ou Côte-des-Neiges. Pour informations: 514-596-1017 ou www.lecouac.org

Penttbom

Les flics aiment baptiser leurs opérations de noms évocateurs, Cisaille, Carcajou, ça leur permet de développer leur créativité et de se faire croire qu'ils sont des artistes. Saviez-vous que les créatifs du FBI ont pondu l'acronyme Penttbom pour désigner les attentats du 11 septembre? Pent pour Pentagone, Pen pour Pensylvanie, tt pour Twin Towers et bom pour désigner les Boeing utilisés comme bombes (*New York Observer* 20-8) Ils sont forts pour trouver des noms, trouver les coupables, c'est une autre histoire...

LES NOUVELLES DES ZAPARTISTES



Parce que rire est une si jolie façon de montrer les dents

RÉVIREMENT DANS LE DOSSIER des Basques Gorka et Eduardo détenus au Québec et dont l'Espagne réclame l'extradition. Rappelons que les deux jeunes militants basques ont été reconnus coupables de terrorisme après des aveux obtenus sous la torture dans les prisons espagnoles. Afin d'assurer le succès de leur cause, ils ne plaideront plus en tant que prisonniers politiques mais en tant que couple gai désirant se marier.

Pour le premier ministre de l'Alberta Ralph Klein, le propriétaire de la vache à l'origine de la crise de la vache folle canadienne aurait dû simplement « tuer, enterrer la vache et se la fermer » plutôt que de l'apporter à l'abattoir. En réaction, plusieurs observateurs affirment que les Albertains auraient dû faire la même chose avec leur premier-ministre.

Le célèbre caïd montréalais, Frank Cotroni, publiera sous peu son propre livre de recettes, intitulé: Cuisiner avec Frank Cotroni. Afin de se battre à armes égales avec ce nouveau concurrent, Ricardo Larrivée songe à abattre maman Dion.

Un enseignant voulant protester contre les coupes en éducation des libéraux, a déclenché une petite controverse en invitant ses élèves à s'essuyer les pieds sur une photo géante de Jean Charest à l'entrée de leur classe. Le premier ministre s'est dit déçu de ce manque de respect pour sa personne quand à l'ATQ, l'Association des Tapis Québécois, elle, se plaint d'avoir souffert d'une dégradation de son image.

Paul Martin, techniquement adoubé comme empereur du Canada, en a profité pour réitérer son désir d'éviter les conflits d'intérêts en s'absentant des réunions du cabinet lorsqu'il sera question des transports ferroviaire ou maritime, domaines dans lesquels il possède toujours des intérêts personnels. Paul Martin a même promis de mettre ses mains sur ses oreilles et crier: « J'entends rien! J'entends rien! » lorsqu'on lui en parlera.

Les douanes canadiennes sont satisfaites des modifications aux nouveaux passeports, dorénavant il ne seras plus permis de sourire sur la photo d'identification. (« Ma mère, quand je souriais pas sur une photo de passeport me disait « Voyons, t'as l'air d'un terroriste... ») Maintenant, c'est officiel, nous aurons tous l'air terroriste. Au fond, c'est vrai, il n'y a plus de raison de sourire quand on réalise que nous sommes tous devenus suspects.

Selon un sondage du Washington Post 7 Américains sur 10 croient que Saddam Hussein est derrière les attentats du 11 septembre, et ce, malgré qu'aucune preuve n'ait encore été fournie. Aussi, 8 Américains sur 10 croient que ce sont les dinosaures qui ont mangé les ADM de l'Irak.

L'agence de presse britannique Reuters demande toujours aux Américains une enquête publique sur la mort de Taras Protsyuk, un caméraman tué en Irak par des soldats américains. Selon des responsables de l'armée, les soldats avaient pris la caméra de Protsyuk pour un lance-roquette avant de l'abattre par balles. Rappelons qu'un autre journaliste avait failli être tué alors qu'on avait pris son stylo pour une bombe à neutron.

FRANÇOIS PARENTEAU, FRANÇOIS PATENAUDE, FRÉDÉRIC SAVARD ET CHRISTIAN VANASSE

Humoristes malgré eux

Selon le journal *Le Monde* (18/09/03), les attaques contre les soldats américains en Irak se poursuivent. En effet, « une patrouille américaine qui passait aux environs d'un mariage s'est crue la cible d'une attaque lorsque les invités ont tiré en l'air des salves de joie. Les soldats ont riposté, tuant un jeune homme de 14 ans et blessant quatre autres personnes. » Comme quoi même *Le Monde* commence à imiter l'humour des zapartistes...

Les Ti-Counes à Moscou

DENYS ARCAND ET DENISE ROBERT ont donc fait partie des artistes qui ont accompagné la vice-reine et son prince consort à Moscou. Cette forme de récupération des intellectuels plaira sûrement au président Poutine. Qui, en prime, pourra utiliser la recette Arcand-Robert, cet excellent antidote contre le poison sécessionniste. La recette est simple. Il s'agit d'avoir un casting fort des meilleures vedettes de l'endroit où les séparatistes pullulent et de leur faire incarner des personnages gagnés par le confort et l'indifférence. Et par l'argent qui achète tout, ce qui semble déjà très à la mode dans l'ancien Pays des Soviètes.

Un mois avant sa sortie, des chroniqueurs tirés sur le volet pourront visionner le film et en dire grand bien. Interdiction cependant d'en dévoiler le contenu. Cannes étant incontournable, le président Poutine devra personnellement se préoccuper de la formation de la délégation de son pays. Et on trouvera bien quelque Homier-Roy de la place si par malheur *Les Cahiers du Cinéma* ou *Libération* descendent le chef d'œuvre.

Pour ceux que l'arcandisme intéresse: Jean-Philippe Charté, *Les invasions barbares* ou *la lente agonie provinciale*, *L'Action nationale*, septembre 2003. Dans la même livraison: Sylvain Deschesne, *La fortune du prince Arcand*.

CLAUDE G. CHARRON

Sexe de rue L'œuvre posthume du documentariste des survivants

SEXE DE RUE, le dernier long métrage du documentariste Richard Boutet, dresse un portrait sensible du plus vieux métier du monde tel qu'il se pratique aujourd'hui dans les rues du quartier Centre-Sud à Montréal.

Ce film cru et dérangeant à bien des égards est malheureusement le dernier de Boutet, non seulement au sens du plus récent, mais aussi au sens définitif du terme. Le cinéaste de 62 ans est en effet décédé le 29 août d'une crise cardiaque quelques jours avant la première de son film au Festival des Films du Monde.

Que ce soit à travers *L'amiante ça tue* en 1976, *La Turlute des années dures* en 1983, *La Guerre oubliée* en 1987, *Le Spasme de vivre* en 1991, *Le Chemin brut* en 1995 ou *Les Survivants de l'Apocalypse* en 1998, l'œuvre du cinéaste est une ode à l'instinct de survie et un questionnement sur l'origine des maux qui affligent

les plus démunis. À la fois militant, historien et sociologue, Boutet a donné la parole aux survivants des conditions de travail criminelles de certaines compagnies, de la crise économique des années 1930 au Québec, ou encore de la Première Guerre mondiale. Il nous a aussi bousculé en nous montrant des jeunes ayant survécu à leur tentative de suicide, des patients d'hôpitaux psychiatriques exorcisant leurs souffrances grâce à la peinture et des rescapés des sectes millénaristes.

Récipiendaire du « Zénith du meilleur documentaire » au dernier FFM, *Sexe de rue*, le film posthume de Boutet, laisse quant à lui la parole à des femmes, des travestis et des transsexuelles qui pratiquent la



Red Light montréalais en la personne du musicien de jazz Vic Vogel. Deux personnages colorés qui alignent les anecdotes truculentes, mettant ainsi en perspective les luttes actuelles des travailleuses du sexe pour ne pas être criminalisées.

On y apprend aussi des choses intéressantes sur l'attitude de certains policiers avec les filles. D'abord qu'ils ne les abordent pas vraiment comme il le feraient pour une conductrice de BMW qui aurait fait un excès de vitesse... Ensuite qu'ils leur proposent parfois des marchés douteux, comme celui que s'est fait offrir Valérie et qui pourrait se résumer par « la nuit en dedans ou la pipe dehors » (au flic, et évidemment gratuite...).

Et puis, en plus de lever le voile sur un métier trop souvent méprisé, ce film révèle plusieurs aspects méconnus de la vie sexuelle des automobilistes. Nous faire changer notre regard non seulement sur les filles qui font la rue Ontario, mais également sur ceux qui la sillonnent en bagnole, voilà qui n'est pas le moindre mérite du dernier opus de Richard Boutet.

BRUNO DUBUC

Le film sera présenté au Cinéma Parallèle (Ex-Centris) du 26 septembre au 8 octobre à 15h00 et 21h15 ainsi que dans un réseau de salles indépendantes (www.lerezo.org) les 13-15 et 17 octobre prochain.



La nuit en dedans ou la pipe dehors?

prostitution de rue pour diverses raisons: pour payer la *dope*, surtout, mais aussi comme on va au bureau de neuf à cinq, comme une psy compréhensive, par plaisir... Bref, en faisant la connaissance de Valérie, Marie-Claude, Marianne, Claudia, Audrey et Barbara, nos idées reçues sur les péripatéticiennes s'en trouvent souvent ébranlées...

Sexe de rue nous présente également une ex-tenancière d'un bordel de 81 ans, madame Georgette Lord, et un témoin de l'époque du

Économie participative 6

Remplacer le marché?

POUR PLUSIEURS PERSONNES, parfois même des militants chevronnés, le marché est un mal nécessaire. On le dénonce comme la source de maints problèmes, on veut l'encadrer, le rendre plus « humain », limiter sa portée mais rarement parle-t-on de l'abolir. « L'abolir? », dites-vous. Deux choses font paraître l'idée insensée.

D'abord, le marché est souvent perçu comme un mécanisme « naturel » de coordination des échanges. Des décennies, pour ne pas dire des siècles, de répétition ont réussi le triste exploit de faire accepter le terme « loi » pour décrire les mécanismes du marché. Les analogies boiteuses à la sélection naturelles fusent mais ce qu'on dit moins est que le marché est aussi « naturel » que la fourchette. C'est l'ubiquité qui donne une fausse impression d'inévitabilité.

La deuxième raison pour laquelle abolir le marché est une idée saugrenue pour plusieurs est plus pragmatique: on le remplace par quoi? Il y a bien sûr les économies planifiées. Celles-ci ont été vilipendées par l'Histoire et bien que ce fût selon moi pour les mauvaises raisons, il n'en reste pas moins qu'elles ont des caractéristiques irréconciliables avec un

idéal de solidarité et d'égalité sociale. C'est probablement une des contributions les plus profondément originales de l'écopar que de présenter un ensemble de mécanismes baptisés collectivement « planification participative » destinés à remplacer le marché.

Le marché rempli dans une économie la fonction d'allocation. C'est la partie la plus complexe d'une économie et l'écopar ne fait pas exception. L'allocation est l'ensemble des mécanismes par lesquels une économie coordonne les activités de production et de consommation. Qu'est-ce qui sera produit? Par qui et en quelles quantités? Quel en sera le prix? L'allocation a pour fonction de faire s'accorder l'offre et la demande.

Nous avons vu dans les chroniques précédentes que la production dans une écopar était organisée en conseils concentriques allant des conseils de travailleurs aux conseils d'industries. Nous avons aussi vu que la consommation était organisée en conseils de consommateurs, eux aussi structurés de façon concentrique allant du conseil de quartier aux conseils municipaux, régionaux, etc. La planification participative est un processus itératif par lequel les conseils de production ajus-

tent leur offre à la fois en fonction des désirs des travailleurs et de ceux des consommateurs. De même, les conseils de consommation ajustent leur demande en fonction des désirs des consommateurs et de l'offre des conseils de production.

Après ce petit préambule, nous verrons la prochaine fois comment se déroule le processus de planification participative dans une écopar. Afin de ne pas mêler la description du modèle à des questions plus pratiques de transition de l'économie actuelle à une écopar, nous supposons que l'écopar en question est « établie » depuis un bon moment. Ça ne veut pas dire que les questions de transition ne sont pas importantes, simplement qu'il faut commencer quelque part.

JEAN-RENÉ DAVID
jr david@arobas.net

p.s. l'écopar est un modèle ouvert. Le but de ces chroniques est d'abord d'informer mais aussi de générer des critiques, des questions et des commentaires. Si vous trouvez quelques forces ou lacunes dont vous aimeriez discuter, je vous invite fortement à m'en faire part, pour le plus grand profit des autres lecteurs.

SITE ENCHANTÉ POUR TEMPÊTE D'IDÉES
POUR VOS formations ou réunions de travail
Aux berges du lac Castor
Auberge, huttes et camping
www.laccastor.com
(819) 268-3339

CISM
89,3 FM



Histoires de monstres

LA MAJORITÉ DES GENS a découvert les organismes génétiquement modifiés (OGM) ces dernières années; l'OGM est un nouveau personnage dans l'histoire humaine et il est encore bien mal connu même s'il est né en 1976. Hervé Kempf, journaliste scientifique au quotidien *Le Monde*, publie aux Éditions du Seuil une *Guerre secrète des OGM* qui retrace l'histoire de la modification génétique depuis ses débuts.

Il explore en détail le monde fermé des laboratoires de chimie et de biologie et, surtout, le monde secret des grandes multinationales de produits chimiques qui cherchent constamment à surpasser leurs concurrents en mettant au point LE produit qui leur assurera un marché lucratif. On suit ainsi la progression des recherches, passant de la chimie à la biologie moléculaire et, enfin, au génie génétique. Monsanto, multinationale presque centenaire, demeure l'exemple parfait d'une petite compagnie familiale devenue avide de pouvoir et d'argent, qui a fait des choix coûteux pour investir et contrôler un marché et se retrouve aujourd'hui à la merci de deux types de produits: les semences transgéniques et les pesticides de synthèse.

Monsanto est un géant dans l'histoire chimique des États-Unis, une compagnie qui a toujours su placer ses sympathisants dans les hautes officines de l'État. Elle a fabriqué l'aspirine jusqu'à tout récemment. Elle a fourni le tiers de l'Agent Orange (un défoliant) qui a été utilisé durant la Guerre du Vietnam pour éclaircir la jungle, laissant encore aujourd'hui des traces chez les nouveaux-nés. Elle fabriquait aussi du DDT et du plutonium, elle a fait des recherches sur les armes bactériologiques. Elle cherche maintenant à imposer ses semences RoundUp Ready, les seules qui, d'une part, résistent à son herbicide RoundUp et, d'autre part, sont brevetées et ne peuvent être réutilisées sans l'accord de la compagnie. Monsanto a aussi tenté d'imposer ses semences Terminator (ainsi baptisées par un activiste du Manitoba), lesquelles ne peuvent se reproduire, obligeant les agriculteurs à racheter, année après année, d'autres semences...

Mais l'histoire des OGM n'est pas la seule histoire de Monsanto. Même s'ils sont nés en 1976 dans les laboratoires, les OGM n'arrivent sur le marché qu'en 1994 et font tout de suite un tabac. Les surfaces cultivées aux OGM passent de 1,7 millions d'hectares en 1994 à 40 millions en 1999, principalement au Canada et aux États-Unis. Les plantes transgéniques se multiplient: maïs, blé, colza, soja, coton, tomates et pommes de terre. Tout le monde est content, même plusieurs écologistes qui croyaient que les OGM allaient réduire l'utilisation de pesticides. En

1996, lors des premières ventes de maïs transgénique à des agriculteurs français, «les OGM sont perçus comme une nouvelle étape, une solution aux problèmes du productivisme, une nouvelle ère agricole».



Mais en 1996 éclate en Angleterre, le scandale de la transmission de l'Encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) à l'homme. On apprend peu après que le colza transgénique peut se croiser avec d'autres espèces et ainsi disséminer ses gènes dans la nature. En Europe, le doute s'installe «sur la technicisation de l'agriculture» et les organisations écologistes (Greenpeace en tête) se mobilisent, cherchant dans la communauté scientifique des appuis à leur cause. Greenpeace est partout: en quatre mois, de novembre 1996 à février 1997, une action contre les OGM est réalisée à tous les deux jours: on bloque des ports et des grues, pour empêcher le débarquement on manifeste devant les sièges sociaux des semenciers, on alerte l'opinion publique de toutes les façons possibles avec le même message: il y a des OGM dans votre nourriture, on vous le cache et on ne connaît pas leurs effets.

Commence alors un majestueux ballet surréaliste à l'échelle mondiale pour imposer les OGM. À tous les niveaux, le bras de fer tourne parfois au massacre, alors que des carrières et des réputations sont ruinées au nom d'intérêts économiques. On découvre des conflits d'intérêts, des jeux de pouvoir, de la stratégie politique, du tordage de bras. Et dans tout cela, quelques-uns semblent se souvenir que le problème demeure celui de l'indépendance des agriculteurs face aux grandes compagnies et, par-dessus tout, celui de la santé humaine et animale.

Un moratoire sera finalement décrété en Europe (1999), les OGM interdits dans une trentaine de pays, une convention sur la biosécurité sera signée à Montréal (2000), des pays en développement refuseront l'aide humanitaire étatsunienne au nom du principe de précaution (2002) et le groupe des exportateurs d'OGM – Canada, États-Unis, Australie, Nouvelle-Zélande – se retrouve de plus en plus marginalisé. Ce que raconte Kempf n'est pas une belle histoire, c'est plutôt le récit de la création de monstres dans le but explicite de faire de l'argent plus facilement, sans se soucier des effets des OGM sur les consommateurs et sur l'environnement. Aujourd'hui, Monsanto est dans le trouble, proche de la faillite. Ce n'est qu'un juste retour des choses.

MARCO SILVESTRO

Hervé Kempf, *La guerre secrète des OGM*, Paris, 2003, Éditions du Seuil, 306 pages.

L'odeur boisée des chapelles

En ouvrant ce livre, on dénote immédiatement comme une odeur de chapelle. Dommage car l'auteure, Chaia Heller propose une démarche audacieuse, utile et pertinente. Elle enseigne à l'Institut for Social Ecology (ISE) du Vermont, dirigé par le théoricien de l'écologie sociale, Murray Bookchin. Après une critique virulente de l'écologie profonde souvent formulée dans les écrits d'écologie sociale, Heller se lance dans le vif de son sujet. Elle nous expose d'abord l'expérience du mouvement écoféministe, dans une démonstration historique très inspirante et éclairante sur cette riche branche du féminisme dont on parle trop peu.



C'est ensuite qu'elle approche sa surprenante proposition: la notion de désir social. Basée sur une démonstration historico-biologique, elle affirme que les bases du désir humain sont bien différentes de ce qu'en disent les théories libérales et marxistes. Étant persuadée que ce sont les structures, l'Histoire et l'État qui ont bâti la volonté de compétition et de concurrence, elle propose qu'avec de nouvelles façons de fonctionner, on pourrait mettre en valeur les désirs sociaux des humains.

Ces désirs sociaux sont ceux de sensualité, d'association, de différenciation, d'évolution et d'opposition. Voilà une nouvelle base de valeurs extrêmement intéressante. Elle peut servir d'appui à l'action militante comme à la volonté de changement et elle apporte une tout autre compréhension du monde. Le reste du livre, qui propose une vision collective de ces désirs et incite à des voies pragmatiques de changement, n'est pas moins intéressant.

Néanmoins, reste cette odeur de banc d'église très agaçante. Ce n'est pas mal en soi d'avoir des maîtres à penser et il est normal de citer des collègues de travail, je l'admets. La fréquence et la quantité de ces références laissent tout de même une étrange impression de consanguinité.

Souhaitons seulement qu'une telle promiscuité de pensée ne soit pas une obligation à l'ISE. D'abord, parce que Murray Bookchin a, par le passé, tenu un discours d'inspiration marxiste (qu'il conserve parfois, notamment dans son *naturalisme dialectique*) qui fait craindre qu'il ait conservé un certain fond de dogmatisme. Ensuite, parce que cette chapelle semble être, à l'heure actuelle, un des haut lieux d'innovation et de réflexion politique et parce qu'on espère qu'elle n'est pas rongée par un quelconque démon intérieur.

SIMON TREMBLAY-PEPIN

Chaia Heller, *Désir, nature et société, L'écologie sociale au quotidien*, Écosociété, Montréal, 2003.

Dans l'ombre De l'enflure intellectuelle de Régis Debray et quelques autres

Régis Debray
Jean Bricmont
À l'ombre
des Lumières

Débat entre un philosophe
et un scientifique



Odile Jacob

philosophie et dans les sciences humaines, et qui se caractérisent notamment par la croyance au relativisme cognitif, par l'adhésion à un constructivisme extrême, radical et obscurantiste. Une croyance finalement bien peu capable de faire du travail intellectuel.

Sokal devait ensuite s'allier à Jean Bricmont pour rédiger un livre justement destiné à expliquer ce qu'il visait et pourquoi. Ce livre important s'appelle *Impostures intellectuelles* (Éditions Odile Jacob).

À l'ombre des Lumières, que je vous suggère aujourd'hui, prolonge la discussion et le débat ouverts par ce qu'on a appelé «l'affaire Sokal». Ici, un des auteurs épinglés par Sokal et Bricmont, le philosophe Régis Debray, dialogue avec Jean Bricmont.

On commence comme il se doit par revenir sur ce qui a valu à Debray d'être montré du doigt dans *Impostures intellectuelles*: le fait qu'il ait donné de vagues spéculations sur le social et le politique comme étant une «généralisation du théorème de Gödel», c'est-à-dire d'un théorème de méta-mathématique très difficile et qui n'a absolument rien à voir avec ce dont il parlait. Debray reconnaît s'être fourvoyé dans ce cas précis, mais assure que cela ne permet pas de remettre en cause l'ensemble de sa démarche. Sans doute. Mais — et je vais ici être cavalier et excessivement expéditif — la lecture de ce livre, si. Car il fait justement la preuve que la référence à Gödel par Debray est exemplaire de certaines caractéristiques fondamentales et déplorables de son «travail intellectuel» et, plus largement, je le crains, de ceux, et ils sont légion, qui procèdent de semblable manière.

De quoi s'agit-il au juste? Pour le cerner un peu, je suggère qu'il est utile de lire cet ouvrage en s'intéressant de

près à la manière dont chacun des protagonistes argumente. Ce qu'on met à jour ce faisant concerne ce qui pourrait s'appeler une éthique et une politique du style. Celles de Bricmont et de Debray sont à des années-lumières l'une de l'autre. Bricmont fait un excellent travail de défense de la rationalité tout en illustrant par l'exemple d'indispensables vertus de clarté et de modestie; il fait en outre preuve d'une patience que je lui envie. Car ce n'est pas de tout repos de discuter avec Debray!

Quand je le lis, j'arrive à la conclusion que Debray semble satisfait d'habiter de très très hautes sphères éthérées peuplées de concepts abstraits au possible et dont il semble penser que leur manipulation constitue le savoir. L'accès à ces sphères a ses clés: il faut citer certains auteurs comme des autorités en de formules lapidaires et présumées définitives; un certain goût pour la métaphore poétique que l'on s'empresse d'étendre hors de toute limite raisonnable et d'exhiber comme preuve ou argument; une passion pour des concepts abstraits dont la pertinence est loin d'être évidente et dont l'usage est parfois franchement terroriste. Mais grattons derrière tout cela comme le fait Bricmont sans toutefois avoir, comme lui, la vertu de la politesse. Que trouve-t-on alors dans les propos et les argumentaires de Debray?

Dans une très grande mesure, du terrorisme intellectuel; de la vanité; de l'enflure verbale; du vent; une extraordinaire prétention avancée parfois, et c'est fort drôle, sous couvert de modestie; une façon bien particulière de s'immuniser, notamment par des mots creux, contre les faits et contre toute réfutation possible; des truismes donnés pour d'extraordinaires nouveautés; des thèses fort contestables données pour de banalités. Et ainsi de suite. Comment diable en arrive-t-on à ça? Et surtout comment dire que ça n'a aucun sens sans passer pour un ennemi de la pensée? Ce sont là de vastes questions, qu'on me permettra de laisser ici de côté. Lisez ce livre et faites-vous une opinion.

On pourrait cependant penser que tout cela n'est qu'un débat pointu et un peu vain entre intellectuels qui, pour parler comme Montaigne, s'entregloient en déboisant inutilement nos forêts. On aurait grand tort. C'est que cette éthique et politique de la vie de l'esprit a un

impact bien réel et extrêmement dommageable sur le monde.

Par exemple, le constructivisme, cette imposture intellectuelle et cette maladie de l'esprit qu'attaque Bricmont, est aujourd'hui le courant dominant en éducation, notamment en Amérique du nord. Que disent ces gens, professeurs, cadres, maîtres? Finalement que tous les savoirs se valent, celui de la science compris, voire qu'il est impossible de rationnellement distinguer entre astrologie et astronomie. Que le réalisme extérieur, c'est-à-dire l'idée qu'il existe un monde indépendant des représentations que moi ou d'autres en ont, est un leurre qu'il vaut mieux abandonner, en même temps que l'idée de vérité comme correspondance de nos énoncés au monde. Bref, une philosophie

Que trouve-t-on dans les propos et les argumentaires de Debray? Dans une très grande mesure, du terrorisme intellectuel; de la vanité; de l'enflure verbale; du vent et une extraordinaire prétention avancée parfois, et c'est fort drôle, sous couvert de modestie.

de firmes de relations publiques où le plus fort l'emporte. Les États-Unis ont-ils ou non envahi le Vietnam? Réponse constructiviste: ça dépend... La cigarette donne-t-elle le cancer? Ça dépend...

Je suis convaincu que ce que nous, citoyens des sociétés riches et puissantes, pouvons savoir et comprendre de ce qui se passe dans le monde est un facteur important pour déterminer si nous agissons ou non et en quel sens. Or tout cela, notre action ou notre inertie, a des effets importants et parfois même dramatiques sur l'existence concrète de millions d'être humains. Il s'ensuit que notre éthique intellectuelle n'est pas qu'une coquetterie, mais plutôt une exigence morale et politique très élevée qui peut aller jusqu'à faire la différence entre la vie et la mort pour certains être humains.

On écrira peut-être un jour l'histoire d'une certaine vie intellectuelle française du dernier siècle. Ce sera, je pense, une histoire bien triste, celle d'un certain délire, d'un certain type de malaise de l'esprit, encore mal diagnostiqué. Cet ouvrage aidera à comprendre.

Après que les protagonistes se soient donné la main, chacun retourne à ses affaires et reste sur ses positions. Et Jean Bricmont ferme l'ouvrage avec une bibliographie commentée de lectures suggérées sur les thèmes abordés durant l'échange.

Bonne lecture.

NORMAND BAILLARGEON

DEBRAY, Régis et BRICMONT, Jean, *À l'ombre des Lumières. Débat entre un philosophe et un scientifique*, Odile Jacob, Paris, 2003. 198 pp.

CANCÚN: Les tyrans sur la plage, les peuples dans la boue



Il n'y a finalement pas eu de danger pour la sécurité des ministres lors de la 5^e conférence ministérielle de l'OMC, à Cancún le mois dernier. Malgré quelques actions intéressantes réalisées par des représentants des organisations non gouvernementales (ONG), par des activistes particulièrement audacieux et par des manifestants en majorité pacifiques, le grandiose déploiement sécuritaire n'a servi pratiquement à rien. Encore une fois, l'OMC a montré sa trouille de la contestation et son penchant pour les négociations secrètes, à l'abri du regard des peuples concernés. Et en plus, les ministres n'arrivent jamais à s'entendre.

On ne voudrait insister ici que sur deux paradoxes dans la position canadienne:

1. Le Canada a toujours dit qu'il ne voulait pas de « chapitre 11 » dans la ZLEA ou à l'OMC. Le « chapitre 11 » est une disposition de l'ALENA relative à la protection des investissements. Il permet, sous certaines conditions, à une entreprise de poursuivre un État. Le Canada s'est fait avoir avec cette disposition. Or, que faisait notre cher ministe « Pettiscrew » à Cancún, lorsqu'il ne déambulait pas d'un air conquérant sur les plages? Il était le « facilitateur » (président) des discussions sur l'établissement de normes pour la protection des investissements.



Pettigrew sur la plage...

2. Le Canada a toujours assuré à ses agriculteurs qu'il veut conserver le système de la gestion de l'offre. Ce dernier permet de garantir aux agriculteurs des prix décentes dans certains secteurs (blé, lait, œufs, volailles). Ce système n'en est pas un de subventions directes, mais il fait en sorte de maintenir des prix plus élevés qu'avec le libre marché. Mais de l'autre côté, le Canada fait partie du « Groupe de Cairns » (17 petits et moyens pays exportateurs de produits agricoles) dont la revendication est l'élimination des contraintes à l'exportation des produits agricoles et des « distorsions » qui empêchent le libre marché. Lyle Vanclief, ministre de l'Agriculture du Canada, a d'ailleurs dit que la gestion de l'offre n'était pas menacée, mais qu'il faudrait y apporter « des ajustements ».

Finalement, l'échec de la réunion de Cancún est une bonne chose pour le gouvernement canadien : ça l'empêche d'être mis devant ses contradictions.

La multiplication des agoras

Heureusement, il y a ce qu'on appelle la « société civile » pour rendre les choses plus constructives. Pendant que nos dignes représentants démocratiquement élus discutaient derrière des portes closes, plus de 14 forums alternatifs ont eu lieu à Cancún, en ville et dans la zone hôtelière barricadée. Soit plus de cent conférences, *teach-in*, panels de discussion et plénières décisionnelles, organisés par des dizaines d'ONG, de syndicats, de coalitions internationales. Naturellement, personne n'en a entendu parler ici. Ce n'est pas important pour nos médias de masse avides de casse, d'enjeux locaux et de chiens écrasés.

Pourtant entre 6000 et 10 000 personnes rassemblées pour discuter des alternatives à la libéralisation sauvage, c'est au moins aussi intéressant que l'histoire de Mme Chose qui s'est foulé un ongle en débarquant de l'autobus, non?

Ces forums ont touché une multitude de sujets qui se rejoignent sous un thème directeur: les règles du commerce mondial qui sont tranquillement mises en place



constituent un danger pour les petits producteurs (paysans, pêcheurs, artisans), pour les biens publics comme l'eau et l'air, en plus de renforcer certaines dominations (celle des pays riches sur les pays pauvres, celle des grosses compagnies sur les petits artisans, celle des hommes sur les femmes, celle des colonisateurs sur les peuples indigènes). De plus, ces règles ne favoriseront en rien les pays en développement. Enfin, ces forums citoyens, ouverts à tous, sans coût d'entrée, qui procèdent selon la démocratie participative, révèlent au grand jour que les ministres enfermés dans les hôtels climatisés n'ont aucune légitimité pour discuter du sort de ceux qui meurent à petit feu sans même être consultés.

MARCO SILVESTRO

Le Commerce équitable

Le premier symposium international sur le commerce équitable a eu lieu à Cancún. 150 acteurs du commerce équitable de partout dans les Amériques, de l'Europe, de l'Inde et de l'Afrique se sont rencontrés pour la première fois. Il est important de comprendre que le commerce équitable répond à une logique de marché: il vise surtout à faire changer l'offre de produits et les préférences des consommateurs avec un discours éthique. Même s'il n'est pas anticapitaliste, il ne fait aucun doute qu'il contribue directement à l'accroissement du bien-être des petits producteurs, à la protection de l'environnement, de même qu'à la lutte contre le commerce de la drogue, dans la mesure où il devient plus intéressant de planter du café plutôt que de la coca quand le café est payé trois fois plus cher que dans le commerce conventionnel.

Les trois jours du Symposium, il a été soulevé que, pour les producteurs, les enjeux étaient principalement de trouver un débouché à leurs produits et du financement pour faire la transition entre une production conventionnelle et une production plus respectueuse de l'environnement. Pour eux, les règles de certification sont un détail quand les enfants meurent de faim ou d'avoir été exposés aux pesticides. Et le commerce équitable, qui leur rapporte de deux à trois fois plus pour le même produit, les enchante. Il a aussi été soulevé que les importateurs manquent de moyens et qu'ils ne peuvent pas acheter tout ce qu'ils voudraient et satisfaire à la demande de produits équitables qui, depuis cinq ans, croît de 20% par année.



Le dieu maya de la pluie, Chac, est en colère contre la privatisation de l'eau.

Les luttes paysannes

La Via Campesina (la voie paysanne) est une organisation mondiale qui fédère plus de 60 millions de paysans. Elle est maintenant devenue la référence internationale pour le relai des revendications paysannes, l'analyse des politiques mondiales et nationales et la contestation de l'agenda néolibéral. À travers un concept fondamental, la souveraineté alimentaire, la Via Campesina propose un nouvel axe pour la détermination des politiques agricoles qui va à l'encontre de celui de l'OMC.

À Cancún, Via Campesina a rassemblé près de 10 000 paysans du monde dans un forum. Les propositions et les actions de Via Campesina et de ses membres permettent de montrer concrètement que l'alternative au néolibéralisme en agriculture existe et est viable. Pour tous.

OMC esta la muerte

À Cancún, un homme s'est donné la mort par hara-kiri avec un canif suisse (Lee Kyung Hae, président de la Fédération des paysans et des pêcheurs de Corée du sud). Cet événement hautement symbolique a passé comme le geste isolé d'un désespéré. Au contraire, il voulait révéler, par le sacrifice d'une vie, la réalité de plusieurs millions de paysans dans le monde. Selon Will Allen du *Sustainable Cotton Project* (USA), près de 20 000 fermiers américains aux États-Unis se sont suicidés ces dernières années devant l'impossibilité de rembourser leurs dettes, alors que 20 000 autres ont vendu un de leur rein pour régler des créances. Et selon Vandana Shiva, célèbre activiste indienne, autour de 20 000 fermiers indiens se sont suicidés depuis cinq ans à cause de leurs conditions de vie déplorables qui les empêchent de faire vivre leurs familles et de conserver leur dignité. Les paysans sont



Un sanctuaire pour se remémorer Lee Kyung Hae à Cancún.

notamment aux prises avec les semenciers et les banquiers qui les tiennent à la gorge. Dans la seule région de l'Andhra Pradesh, on recense 360 suicides de cultivateurs de coton entre décembre 1997 et avril 1998. Des suicides le plus souvent accomplis par ingestion d'insecticide...

Questions quizz

Qui est le plus grand acheteur mondial de coton certifié biologique? Réponse: Nike. Où est tissé et transformé ce coton? Dans les *sweatshops* des *maquiladoras* (zones franches) au nord du Mexique, par des femmes sous-payées et non-syndiquées. Parfois aussi au cœur de Los Angeles ou de San Francisco, dans des ateliers clandestins où les employés sont pratiquement tenus en esclavage. Selon *L'Atlas des femmes dans le monde*, entre 80% et 87% des employés des entreprises textiles situées dans les « zones de production pour l'exportation » (zones franches) sont des femmes.

Qui est le plus grand acheteur mondial de café certifié équitable? Starbucks Coffee, une des plus grandes chaînes de détaillants. La publicité affirme que chez Starbucks, le café est équitable, même s'il n'est pas identifié comme tel. En réalité, le café certifié équitable est disponible une seule journée par mois. La publicité, elle, est disponible toute l'année.

Francis Dupuis-Déri Les Black Blocs

Politologue, Francis Dupuis-Déri a également milité dans divers groupes d'inspiration libertaire. Son analyse du phénomène des Black Blocs met à la portée de tous la complexité de ces rassemblements anarchistes qui se révèlent au premier plan de plusieurs manifestations antimondialisations. Après un exposé critique, ce livre propose la lecture de plusieurs textes issus de divers Black Blocs ainsi qu'une analyse du militant américain Michael Albert.



Francis Dupuis-déri — *Black Blocs* (14,95\$) 220 pages
Bon de commande à nous retourner

par courrier: LUX ÉDITEUR
C.P. 129, succ. de Lorimier, Montréal
(Québec) H2H 1V0

Je règle par: Mandat Chèque

Nom _____
Adresse _____
Code postal _____ Téléphone _____
Courriel _____

En vente dans toutes les librairies,
14,95\$ (+ tx) # TPS: 143635464



Consommation

Pour jeunes branchés

Vous étudiez à Bré-boeuf ou à la chic HEC et vous voulez vous intégrer dans des parties de gauchistes? Ou bien, à l'inverse, vous ne voulez pas vous faire cruiser dans les parties des HEC ou dans les bars branchés? Courrez chez Simon's, LE magasin de vêtements cheap vendus à des prix faisant rigoler toute compétition. On vous offre pour l'automne une ligne « jeune manifestant antimondialisation »: t-shirt Che Guevara, pantalons style commando, ceintures larges, tuques et casquettes serties de slogans révolutionnaires, bracelets cloutés.

T-shirt Che Guevara, « everything is possible if you only believe ». 50\$, fabriqué au Canada.

T-shirt manches longues « Nous sommes tous patriotes de la paix, debout pour revendiquer un monde basé sur la justice et la vérité, militants de l'amour. » (traduction, c'est écrit en anglais sur le vrai t-shirt), 29 \$, fabriqué au Canada.

Coupe-faim

Vous en avez marre de manger de la bouffe aux OGM? De ne pas savoir ce qu'il y a dans votre assiette? D'être à la merci de votre estomac dopé aux additifs alimentaires? Le *Naturiste* détient LA solution à VOTRE problème: le coupe-faim Le *Naturiste*, entièrement naturel. Arrêtez de vous



casser la tête à trouver de la bouffe équitable, végétarienne, bio, paysanne ou macrobiotique. Ne vous faites plus de soucis par rapport à la qualité de votre alimentation! Libérez-vous immédiatement de votre dépendance aux produits McDonald's! Précipitez-vous dès maintenant chez le plus proche Pharm-Escroc Jean Coûteux pour vous procurer le coupe-faim Le *Naturiste*: 20 non-repas pour 6,99\$! 20 sacs remplis de poudre que vous mettez dans un verre d'eau et qui vous passe l'envie de manger quoi que soit! Grâce à notre méthode révolutionnaire, vous pouvez même prendre des anti-collations! Avalez toute la journée du vide à saveur de dégueulasse! Le Coupe-faim Le *Naturiste*, la solution aux problèmes de la pollution alimentaire moderne!

Aussi disponible à saveur de porc, de Pape et de Parti libéral.

Tapis à l'effigie de Patapouf Charest

La semaine dernière, *Le Couac* apprenait en primeur que le concept de produits dérivés à l'effigie d'Elvis Charest avait séduit les conseillers en marketing du Parti néolibéral du Québec. Inspirés de l'épisode du tapis à l'effigie de Charest qu'a confectionné un enseignant de Sherbrooke, l'équipe néolibérale a développé un certain nombre de produits qui seraient déjà prêts à être mis en marché. Soulignons un assortiment de G-strings rouges à l'effigie de Patapouf, pour hommes et femmes d'affaires; du papier-de-cul avec odeur d'argent pour dissiper celle d'excrément; finalement, l'indispensable logiciel comptable *Budgeter avec Jean* (version réingénierie 1.0), disponible en collaboration avec l'Institut Fraser de Vancouver, pour l'amateur de rationalisation domestique en vous.